



## « Bas les masques » !

### Plus de moyens pour la pédagogie et moins pour la démagogie...

Les Personnels de l'Enseignement Agricole Public, leurs organisations syndicales (CGT Agri / FO EA / SNETAP-FSU / SUD RT), avec le soutien de la Confédération Paysanne et de la FNAF-CGT, entendent dénoncer un « double discours » du Ministre de l'Agriculture qui n'a que trop duré concernant l'enseignement et la formation agricole en général.

- 1. Comment réussir le pari d'un recrutement durable dans nos établissements, tout en dégradant « en même temps » les conditions d'accueil et d'apprentissage des jeunes qui font le choix de l'Enseignement Agricole ?**

Le Ministère de l'Agriculture lance en 2019 une grande campagne de communication « l'Aventure du vivant », sur les réseaux sociaux, en affrétant même un bus pour 2020... mais « en même temps », faute de budget, on dérégule totalement les seuils de dédoublement des classes, au mépris tant de la sécurité en travaux pratiques que de la pédagogie délivrée !

- 2. Comment prétendre vouloir former les agriculteurs et salariés de demain tout en réduisant « en même temps » les formations à un objectif d'employabilité immédiate ?**

Le gouvernement prétend valoriser la voie professionnelle, mais il laisse aux seules branches professionnelles (en l'occurrence la FNSEA, l'ANIA – AgroAlimentaire – et le MEDEF) le soin de construire les référentiels des diplômes. En écartant sciemment par la loi Pénicaud les représentants des personnels de l'Éducation, des parents d'élèves, des associations de consommateurs et d'environnement, le gouvernement exclut des contenus de formation les attentes sociales et environnementales. Ainsi, avec le concours des organisations patronales hégémoniques, il réduit la formation à une visée strictement utilitariste avec un objectif d'employabilité immédiate au détriment des enjeux d'émancipation, d'épanouissement et de promotion sociale !

- 3. Comment soutenir que l'Enseignement Agricole est une « pépite » et « en même temps » maintenir un schéma de suppressions d'emplois alors même que l'Enseignement Agricole voit ses effectifs progresser ?**

Alors que nos établissements ont accueilli près de 3000 jeunes de plus à la rentrée 2019, le Directeur Général de l'Enseignement et de la Recherche vient de confirmer 80 nouvelles suppressions d'emplois pour septembre 2020 – alors même que le Rapporteur au budget LREM au Sénat a invité le gouvernement à ce que le schéma d'emplois soit revu !

- 4. Comment prétendre promouvoir la transition agro-écologique et « en même temps » ne pas redonner la priorité à l'Enseignement Agricole Public en terme de moyens et d'objectifs ?**

Depuis 1945, le nombre d'agriculteurs a été divisé par 10 et depuis les années 90, il a encore été abaissé d'un tiers, dans le même temps le salariat agricole a progressé conséquence de l'augmentation de la taille des exploitations agricoles. Sachant que dans les 10 ans à venir, c'est la moitié des paysans qui vont partir en retraite, au-delà des mots et des déclarations d'intention, il faut changer de modèle agricole, sortir de l'agrobusiness et de la concentration, des holdings financières, des filières intégrées. Nous nous devons de changer de modèle social et économique pour répondre au défi climatique et écologique et à ses conséquences sociales. Sobriété, relocalisation, filières courtes, amélioration des conditions de travail et de rémunération des salarié.e.s sont indispensables pour atténuer le changement climatique et accroître la résilience de nos systèmes alimentaires locaux pour y faire face.

*Il revient à ce gouvernement de faire le choix volontariste du soutien à l'Enseignement Agricole Public, celui-ci devant se traduire dans le cadre d'un budget pluriannuel ambitieux... qui à cette heure fait encore cruellement défaut. Il y a urgence !*